

## LE POINT DE VUE DE

### ...les Etats-Unis, un mauvais élève

EDOUARD **BARREIRO**

EDOUARD BARREIRO est enseignant à l'université de Nice-Sophia Antipolis et chercheur au CNRS.

Après le FMI en janvier, c'est la Réserve fédérale américaine (FED) qui rappelle à l'ordre le gouvernement américain au sujet de ses déficits budgétaires. Mr. Greenspan considère que l'Etat américain doit, pour remédier à la situation, revoir son engagement dans l'assurance-vieillesse et le programme de couverture maladie, Medicare. En effet, la FED et le FMI estiment que l'ajustement doit se faire du côté des dépenses pour maintenir la baisse des impôts, favorable à la croissance économique. Pour le gouvernement américain, les recommandations de la FED constituent une bonne nouvelle puisqu'elles légitiment la politique définie par le gouvernement de G. W. Bush depuis 2000. Cette satisfaction de l'Etat américain compte tenu de la situation des finances publiques peut paraître étrange. Par ailleurs, ce consensus sur la baisse des impôts peut également susciter quelques interrogations.

La politique du gouvernement américain s'appuie sur la « théorie de l'offre » qui recommande une réduction des impôts afin de restaurer l'incitation des individus à travailler. En effet, plus la part ponctionnée par l'Etat sur un dollar supplémentaire gagné est faible, plus l'individu sera prêt à travailler pour obtenir cette juste rémunération. Cette démarche peut se faire sans baisser les dépenses publiques puisque la croissance économique obtenue permet de financer le solde. Le problème est que ce solde ne s'est pas résorbé, il a même augmenté. Par ailleurs, même si la croissance est bien là, l'emploi peine à repartir. Il serait peut être temps de s'interroger sur les effets de cette politique mais également sur le financement du déficit budgétaire. Ce dernier devient particulièrement préoccupant (500 milliards de dollars pour l'exercice 2003-2004) et constitue, selon le FMI, un danger pour la stabilité du système économique mondial.

Par ailleurs, la remise en cause des différents systèmes d'aide sociale (retraites, maladies...) laisse craindre une aggravation des inégalités entre les citoyens américains. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'ensemble des pays de l'OCDE a bénéficié, au cours des deux dernières décennies, d'une augmentation en valeur absolue de ses revenus. Cette évolution s'accompagne, malheureusement, dans plusieurs d'entre eux par une augmentation des inégalités. C'est aux Etats-Unis que cette évolution est la plus constante et la plus grave. Thomas Piketty, économiste français spécialisé dans l'étude des inégalités, estime que les Etats-Unis sont revenus au niveau du début du XXe siècle avec une concentration de 20 % du revenu national, contre 8 % en 1970, entre les mains des 1 % les plus riches.

Au vu de ces arguments, il est important de s'interroger sur les objectifs du gouvernement américain, pourquoi maintenir une politique qui semble être extrêmement coûteuse financièrement mais également socialement ?

Pour l'économiste américain Paul Krugman (professeur à Princeton), cette politique tient tout simplement de l'idéologie. Il va même plus loin en affirmant que les Etats-Unis mènent une véritable croisade contre l'impôt qui conduit le gouvernement à prendre des mesures véritablement absurdes, comme baisser les impôts en temps de guerre alors que le déficit budgétaire explose. Dans son célèbre article, « Qui veut la peau de l'Etat providence ? » paru dans « The New York Times », l'économiste décrit « la théorie de l'offre » comme la face présentable d'une doctrine bien plus radicale résumée par l'expression « affamer la

bête [l'Etat] ». Cette idéologie consiste à baisser les impôts pour pouvoir justifier, à terme, une baisse des dépenses suffisamment importante pour réduire l'Etat à un niveau proche de zéro. On comprend, dès lors, pour quelle raison les recommandations du FMI et de la FED constituent une bonne nouvelle pour le gouvernement américain. Le président Bush n'a d'ailleurs jamais caché ses intentions, dès 2001 il déclarait que le déficit budgétaire américain constituait « une nouvelle incroyablement positive ! »

Pour quelles raisons le peuple américain accepte-t-il cette politique ? Tout simplement parce que la propagande anti-impôt l'a persuadé que l'Etat était une mauvaise chose. Pour favoriser ce sentiment, le gouvernement a baissé les impôts sur les ménages les plus riches (l'impôt sur le revenu, sur les successions, l'impôt sur les dividendes, etc.) tout en maintenant un niveau relativement élevé sur les plus pauvres. A l'heure actuelle, le peuple américain ne paraît pas conscient des enjeux d'une telle politique, au contraire, il souhaite voir cette baisse continuer. Ce comportement traduit peut-être le fait que les Américains n'attendent plus rien de l'Etat ou alors que ceux qui en ont le plus besoin n'arrivent plus à se faire entendre. Peu de monde, aux Etats-Unis comme ailleurs, ne semble s'inquiéter de l'avenir d'un pays devenu « ploutocratique », formé de rentiers peu incités à entreprendre. Si le pays continue de soutenir les plus riches tout en ayant une politique favorisant (par des subventions mais également par un important appareillage réglementaire) les grands empires industriels, que devient le légendaire « self made man » qui a fait l'Amérique ?

EDOUARD BARREIRO

**Catégorie :** Éditorial et opinions

**Sujet(s) uniforme(s) :** Administration et finances publiques; Taxes et impôts

**Sujets - Les Echos :** BUDGET; POLITIQUE ECONOMIQUE

**Lieu(x) géographique(s) - Les Echos :** ETATS UNIS

**Taille :** Moyen, 631 mots

© 2004 *Les Echos*. Tous droits réservés.

Doc. : news·20040504·EC·04104451